

Art. 2. Sous la rubrique citée à l'article 1^{er}, l'emploi suivant est créé :

« chef d'atelier 1 ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juin 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre du Budget,
H. SCHILTZ

Art. 2. Onder het opschrift waarvan sprake in artikel 1 wordt de hierboven vermelde betrekking opgericht :

« werkmeester 1 ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juni 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Begroting,
H. SCHILTZ

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

F. 89 — 1303

12 JUILLET 1989. — Arrêté royal relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars, notamment l'article 31bis, y inséré par la loi du 6 mai 1985;

Vu la loi du 1er août 1960 relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles, notamment l'article 11ter, y inséré par la loi du 6 mai 1985;

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable, notamment l'article 2bis, y inséré par la loi du 6 mai 1985;

Vu la loi du 6 mai 1985 modifiant l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars, la loi du 1er août 1960 relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles et la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable, notamment l'article 4;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 19 novembre 1988;

Vu l'avis de la Commission des Communautés Européennes;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications, de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre du Budget, de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Modernisation des Services publics;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. La loi du 6 mai 1985 modifiant l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars, la loi du 1er août 1960 relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles et la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel cet arrêté aura été publié au *Moniteur belge*.

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

N. 89 — 1303

12 JULI 1989. — Koninklijk besluit betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige overtredingen inzake het vervoer over de weg

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocars, inzonderheid op artikel 31bis, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1985;

Gelet op de wet van 1 augustus 1960 betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding, inzonderheid op artikel 11ter, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1985;

Gelet op de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, inzonderheid op artikel 2bis, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1985;

Gelet op de wet van 6 mei 1985 tot wijziging van de besluitwet van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocars, van de wet van 1 augustus 1960 betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding en de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 19 november 1988;

Gelet op het advies van de Commissie van de Europese Gemeenschappen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen, van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Begroting, van Onze Minister van Financiën, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Modernisering van de Openbare Diensten;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De wet van 6 mei 1985 tot wijziging van de besluitwet van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocars, van de wet van 1 augustus 1960 betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding en van de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op die gedurende welke dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 2. Peuvent seuls être délégués par le procureur général près la Cour d'appel pour l'application de la procédure faisant l'objet du présent arrêté, les membres du personnel de carrière de la gendarmerie, les membres de la police communale, les agents de l'Administration des Transports investis d'un mandat de police judiciaire, ainsi que les agents de l'Administration des douanes et accises, dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 3. Dans les conditions fixées par l'article 31bis de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars, par l'article 11ter de la loi du 1er août 1960 relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles et par l'article 2 bis de la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable :

1. les infractions constatées sur ou le long de la voie publique et énumérées ci-après peuvent donner lieu au paiement sur place d'une somme en espèces de 10 000 francs par infraction :

a) les infractions aux articles 5 et 9 du Règlement (C.E.E.) n° 117/66 du Conseil du 28 juillet 1966 concernant l'introduction de règles communes pour les transports internationaux de voyageurs par route effectués par autocars et par autobus;

b) les infractions à l'article 2 du Règlement (C.E.E.) n° 516/72 du Conseil du 28 février 1972 relatif à l'établissement de règles communes pour les services de navette effectués par autocars et par autobus entre les Etats membres;

c) les infractions à l'article 2 du Règlement (C.E.E.) n° 517/72 du Conseil du 28 février 1972 relatif à l'établissement de règles communes pour les services réguliers et les services réguliers spécialisés effectués par autocars et par autobus entre les Etats membres;

d) les infractions aux articles 6, 7, 8 et 9 du Règlement (C.E.E.) n° 3820/85 du Conseil du 20 décembre 1985, relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route;

e) les infractions aux articles 3, 13, 14 et 15 du Règlement (C.E.E.) n° 3821/85 du Conseil du 20 décembre 1985, concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route;

f) les infractions à l'article 1er de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars;

g) les infractions visées à l'article 3 de l'arrêté du Régent du 15 mai 1947 portant réglementation de la sélection et de la surveillance médicale des chauffeurs des services publics d'autobus, des services spéciaux d'autobus, des services d'autocars, des taxis ou fiacres automobiles et des autres transports de personnes par véhicules automobiles visés par l'arrêté-loi du 30 décembre 1946;

h) les infractions aux articles 6, 60 et 61 du règlement annexé à l'arrêté du Régent du 20 septembre 1947 fixant les conditions générales relatives aux services publics d'autobus, aux services d'autobus temporaires, aux services spéciaux d'autobus et aux services d'autocars;

i) les infractions à l'article 1er de la loi du 1er août 1960 relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles;

j) les infractions aux articles 4, 35, 36, 44, 45 et 53 de l'arrêté royal du 9 septembre 1967 portant le règlement général relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles;

k) les infractions aux articles 3 et 9, e) de l'arrêté royal du 29 novembre 1974 portant des règles particulières aux transports internationaux de voyageurs effectués par autocars et par autobus;

2. les autres infractions aux règlements, lois et arrêtés énumérés sous 1 de cet article et qui sont constatées sur ou le long de la voie publique, peuvent donner lieu au paiement sur place d'une somme en espèces de 2 500 francs par infraction;

3. les infractions à l'arrêté ministériel du 11 septembre 1967, pris en exécution de l'arrêté royal du 9 septembre 1967, portant le règlement général relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles, qui sont constatées sur ou le long de la voie publique, peuvent donner lieu au paiement sur place d'une somme en espèces de 2 500 francs par infraction.

Art. 4. 1er. Pour le paiement en espèces, il est fait usage de formules numérotées réunies en carnets numérotés et conformes au modèle de l'annexe 1 du présent arrêté.

2. L'agent qualifié complète les trois volets des formules, dont :

— la souche reste attachée au carnet;

Art. 2. Voor het toepassen van de procedure die in dit besluit gereeld wordt, kunnen enkel de leden van het beroeps personeel bij de rijkswacht, de leden van de gemeentepolitie, de ambtenaren van het Bestuur van het Vervoer, die met een mandaat van gerechtelijke politie belast zijn en de ambtenaren van het Bestuur der douane en accijnzen, bij de uitoefening van hun dienst, door de procureur-generaal bij het Hof van beroep gemachtigd worden.

Art. 3. Onder de voorwaarden vastgesteld in artikel 31bis van de besluitwet van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocars, in artikel 11ter van de wet van 1 augustus 1960 betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding en in artikel 2bis van de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg :

1. kunnen volgende overtredingen vastgesteld op of langs de openbare weg aanleiding geven tot de inning ter plaatse van een geldsom van 10 000 frank per overtreding :

a) overtredingen van de artikelen 5 en 9 van Verordening (E.E.G.) nr. 117/66 van de Raad van 28 juli 1966 betreffende de invoering van gemeenschappelijke regels voor het internationaal vervoer van personen over de weg met autobussen;

b) overtredingen van artikel 2 van Verordening (E.E.G.) nr. 516/72 van de Raad van 28 februari 1972 betreffende de vaststelling van gemeenschappelijke regels voor ~~personeel~~ vervoer met autobussen tussen de Lid-Staten;

c) overtredingen van artikel 2 van Verordening (E.E.G.) nr. 517/72 van de Raad van 28 februari 1972 betreffende de vaststelling van gemeenschappelijke regels voor het gereeld vervoer en voor de bijzondere vormen van gereeld vervoer met autobussen tussen de Lid-Staten;

d) overtredingen van de artikelen 6, 7, 8 en 9 van Verordening (E.E.G.) nr. 3820/85 van de Raad van 20 december 1985 tot harmonisatie van bepaalde voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer;

e) overtredingen van de artikelen 3, 13, 14 en 15 van Verordening (E.E.G.) nr. 3821/85 van de Raad van 20 december 1985 betreffende het controleapparaat in het wegvervoer;

f) overtredingen van artikel 1 van de besluitwet van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en met autocars;

g) overtredingen bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Regent van 15 mei 1947 houdende regeling van de geneeskundige schifting van en het geneeskundig toezicht op de autobestuurders van de openbare autobusdiensten, de bijzondere autobusdiensten en de autocardiensten, de taxidiensten en van de andere bij de besluitwet van 30 december 1946 bedoelde diensten tot vervoer van personen door middel van automobielen;

h) overtredingen van de artikelen 6, 60 en 61 van het reglement gevoegd bij het besluit van de Regent van 20 september 1947 houdende algemene voorwaarden betreffende de openbare autobusdiensten, de tijdelijke autobusdiensten, de bijzondere autobusdiensten en de autocardiensten;

i) overtredingen van artikel 1 van de wet van 1 augustus 1960 betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding;

j) overtredingen van de artikelen 4, 35, 36, 44, 45 en 53 van het koninklijk besluit van 9 september 1967 houdende algemeen reglement betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding;

k) overtredingen van de artikelen 3 en 9, e) van het koninklijk besluit van 29 november 1974 houdende vaststelling van bijzondere regels voor het internationaal reizigersvervoer met autocars en met autobussen;

2. kunnen de overige overtredingen van de onder 1 van dit artikel opgesomde verordeningen, wetten en besluiten en vastgesteld op of langs de openbare weg aanleiding geven tot de inning ter plaatse van een geldsom van 2 500 frank per overtreding;

3. kunnen de overtredingen van het ministerieel besluit van 11 september 1967, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 9 september 1967 houdende algemeen reglement betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding vastgesteld op of langs de openbare weg aanleiding geven tot de inning ter plaatse van een geldsom van 2 500 frank per overtreding.

Art. 4. 1. Voor de betaling in geld wordt gebruik gemaakt van genummerde formulieren die samengevoegd zijn in genummerde boekjes en die overeenstemmen met het model van bijlage 1 tot dit besluit.

2. De bevoegde ambtenaar vult de drie stroken van de formulieren in waarvan :

— de stok aan het boekje gehecht blijft;

— l'avis de perception est envoyé le jour même au Ministère Public près le tribunal de police compétent;
— le reçu est remis sur-le-champ à l'auteur de l'infraction.

3. Si l'auteur de l'infraction ne peut s'acquitter de la somme en espèces ayant cours légal en Belgique, le paiement s'effectue en billets de banque dans une seule des devises suivantes : francs luxembourgeois, francs français, florins néerlandais, marks allemands, livres sterling ou dollars U.S. ou au moyen d'un eurochèque libellé en francs belges et garanti par une carte de banque en cours de validité.

Sauf en ce qui concerne les francs luxembourgeois pour lesquels la parité est applicable, le Ministre des Finances ou son délégué fixe périodiquement, pour chaque somme, les montants à payer en devises étrangères.

Art. 5. 1er. La somme à consigner si l'auteur de l'infraction n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique et ne paie pas immédiatement la somme proposée est fixée, par infraction, à 15 000 francs s'il s'agit d'infractions visées à l'article 3, 1 et 4 000 francs s'il s'agit d'infractions visées à l'article 3, 2 et 3;

2. Pour la consignation d'une somme, il est fait usage de formules numérotées réunies en carnets numérotés et conformes au modèle de l'annexe 2 du présent arrêté.

3. L'agent qualifié complète les trois volets des formules dont :

— la souche reste attachée au carnet;
— l'avis de consignation est envoyé le jour même au Ministère Public près le tribunal de police compétent;
— le reçu est remis sur-le-champ à l'auteur de l'infraction.

4. L'article 4, 3 est applicable en cas de consignation d'une somme.

Art. 6. Lorsqu'une formule de perception en espèces ou de consignation doit être annulée, l'agent qui la détient constate cette annulation par une mention, datée et signée, sur les trois parties de la formule.

Art. 7. Les sommes en espèces perçues ou consignées conformément aux articles 4 et 5 sont versées au moins une fois toutes les deux semaines, au compte de chèques postaux d'un comptable de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines. Les eurochèques sont également transmis à ce comptable dans le même délai.

Art. 8. Tous les documents relatifs à la perception ou à la consignation d'une somme sont conservés pendant cinq ans dans les bureaux dont dépendent les agents visés à l'article 2.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 10. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre du Budget, Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de l'Intérieur et de la Modernisation des Services Publics et Notre Ministre des Communications, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Communications,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre du Budget,
H. SCHILTZ

Le Ministre des Finances,
P. MAYSTADT

Le Ministre de l'Intérieur
et de la Modernisation des Services Publics,
L. TOBACK

— het bericht van inning dezelfde dag verzonden wordt naar het Openbaar Ministerie bij de bevoegde politierechtbank;
— het ontvangstbewijs onmiddellijk afgegeven wordt aan de overtreder.

3. Indien de overtreder de som niet kan betalen in geld dat wettig gangbaar is in België, kan betaald worden met bankbiljetten van een enkel van volgende deviezen : Luxemburgse franken, Franse franken, Nederlandse guldens, Duitse marken, Pond Sterling of U.S.-dollars of met een eurocheque uitgedrukt in Belgische franken en gewaarborgd door een geldige bankkaart.

Behalve ten aanzien van de Luxemburgse frank, waarvoor de pariteit van toepassing is, stelt de Minister van Financiën of zijn gemachtigde op geregelde tijdstippen, voor iedere som, de in vreemde deviezen te betalen bedragen vast.

Art. 5. 1. Indien de overtreder geen woonplaats of vaste verblijfplaats in België heeft en niet onmiddellijk de voorgestelde som betaalt, is de consignatie te geven som per overtreding vastgesteld op 15 000 frank, indien het gaat om overtredingen bedoeld in artikel 3, 1 en op 4 000 frank indien het gaat om overtredingen bedoeld in artikel 3, 2 en 3.

2. Voor de consignatie van een som wordt gebruik gemaakt van genummerde formulieren die samengevoegd zijn in genummerde boekjes en die overeenstemmen met het model van bijlage 2 tot dit besluit.

3. De bevoegde ambtenaar vult de drie stroken van de formulieren in waarvan :

— de stok aan het boekje gehecht blijft;
— het bericht van consignatie dezelfde dag verzonden wordt naar het Openbaar Ministerie bij de bevoegde politierechtbank;
— het ontvangstbewijs onmiddellijk afgegeven wordt aan de overtreder.

4. Artikel 4, 3 is van toepassing in geval van consignatie van een som.

Art. 6. Wanneer een formulier voor inning in geld of voor consignatie ongeldig moet worden gemaakt, constateert de ambtenaar, die er houder van is, die ongeldigmaking door middel van een gedagtekende en ondertekende vermelding op de drie delen van het formulier.

Art. 7. De sommen in geld gevind of in consignatie gegeven overeenkomstig de artikelen 4 en 5 worden minstens éénmaal om de twee weken gestort, op de postrekening van een rekenplichtige van de Administratie van de Belastingen over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen. De eurochèques worden eveneens naar deze rekenplichtige verzonden binnen dezelfde termijn.

Art. 8. Alle bescheiden betreffende de inning of de consignatie van een som worden gedurende vijf jaar bewaard in de kantoren waartoe het in artikel 2 bedoelde personeel behoort.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de eerst dag van de tweede maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekend gemaakt.

Art. 10. Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Begroting, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Modernisering van de Openbare Diensten en Onze Minister van Verkeerswezen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 juli 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Begroting,
H. SCHILTZ

De Minister van Financiën,
P. MAYSTADT

De Minister van Binnenlandse Zaken
en Modernisering van de Openbare Diensten,
L. TOBACK

Annexe 1 à l'arrêté royal relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route

ROYAUME DE BELGIQUE Transports de voyageurs et de choses par route Perception immédiate N° (du carnet)/N° (de la formule) Souche	ROYAUME DE BELGIQUE Transports de voyageurs et de choses par route Perception immédiate N° (du carnet)/N° (de la formule) Avis de perception	ROYAUME DE BELGIQUE Transports de voyageurs et de choses par route Perception immédiate N° (du carnet)/N° (de la formule) Reçu	Adresse du service de l'agent : Identité et domicile : Lieu et date de naissance : Véhicule : (caractéristiques et n° d'immatriculation) Lieu, date et heure de la constatation : Nature de l'infraction : Somme à payer : Reçu (*) le 19 ...	Adresse du service de l'agent : Identité et domicile : Lieu et date de naissance : Véhicule : (caractéristiques et n° d'immatriculation) Lieu, date et heure de la constatation : Nature de l'infraction : Somme à payer : Reçu (*) le 19 ...	Adresse du service de l'agent : Identité et domicile : Lieu et date de naissance : Véhicule : (caractéristiques et n° d'immatriculation) Lieu, date et heure de la constatation : Nature de l'infraction : Somme à payer : Reçu (*) le 19 ...
Adresse du service de l'agent :		L'agent qualifié, (*) indiquer : 1o le montant en précisant s'il s'agit de francs belges ou de devises étrangères; ou 2o s'il s'agit d'euro-chèques, le ou les numéro(s) de chèque et l(es) organisme(s) bancaire(s).			

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 12 juillet 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :
 Le Ministre des Communications,
 J.-L. DEHAENE
 Le Ministre de la Justice,
 M. WATHELET
 Le Ministre du Budget,
 H. SCHILTZ

Le Ministre des Finances,
 P. MAYSTADT
 Le Ministre de l'Intérieur et de la Modernisation des Services Publics,
 L. TORBACK

Annexe 2 à l'arrêté royal relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route

ROYAUME DE BELGIQUE		ROYAUME DE BELGIQUE	
Transports de voyageurs et de choses par route		Transports de voyageurs et de choses par route	
Consignation d'une somme N° (du carnet)/N° (de la formule)		Consignation d'une somme N° (du carnet)/N° (de la formule)	
Souche	Avis de perception	Reçu	Reçu
Adresse du service de l'agent : <input type="text"/>		Adresse du service de l'agent : <input type="text"/>	
Identité et domicile :		Identité et domicile :	
Lieu et date de naissance :	Lieu et date de naissance :		
Véhicule : (caractéristiques et n° d'immatriculation)	Véhicule : (caractéristiques et n° d'immatriculation)		
Lieu, date et heure de la constatation :	Lieu, date et heure de la constatation :		
Nature de l'infraction :	Nature de l'infraction :		
Somme à payer :	Somme à payer :		
Reçu (*)	Reçu (*)		
..... le 19 le 19 ...		
L'agent qualifié,			
(*) indiquer : 1 ^o le montant en précisant s'il s'agit de francs belges ou de devises étrangères;			
ou 2 ^o s'il s'agit d'euro-chèques, le ou les numéro(s) de chèque et l'(es) organisme(s) bancaire(s).			

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 12 juillet 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Communications,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre de la Justice,
M. WATHLET

Le Ministre du Budget,
H. SCHILTZ

Le Ministre des Finances,
P. MAYSTADT

Le Ministre de l'Intérieur et de la Modernisation des Services Publics,
L. TOBACK

Bijlage 1 tot het koninklijk besluit betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige overtredingen inzake het vervoer over de weg

KONINKRIJK BELGIË		KONINKRIJK BELGIË	
* Personen- en goedereenvervoer over de weg Onmiddellijke inning Nr. (van het boekje)/Nr. (van het formulier) <u>Stok</u> <input type="text"/> Dienstadres van de ambtenaar:		Personen- en goedereenvervoer over de weg Onmiddellijke inning Nr. (van het boekje)/Nr. (van het formulier) <u>Bericht van inning</u> <input type="text"/> Dienstadres van de ambtenaar:	
		KONINKRIJK BELGIË Personen- en goedereenvervoer over de weg Onmiddellijke inning Nr. (van het boekje)/Nr. (van het formulier) <u>Ontvangstbewijs</u>	
		<input type="text"/> Dienstadres van de ambtenaar: Identiteit en woonplaats : Plaats en datum van geboorte : Voertuig : (kennmerken en inschrijvingsnummer) Pleats, datum en uur van de vaststelling : Aard van de overtreding : Te betalen som : Ontvangen (*) de 19 ... De bevoegde ambtenaar, (*) Te vermelden : 1° het bedrag met opgave of het Belgische franken of vreemde deviezen betreft; of 2° indien het euro-cheque(s) betreft, het of de nummer(s) van de cheque en de bankinstel- ling(en).	
		Identiteit en woonplaats : Plaats en datum van geboorte : Voertuig : (kennmerken en inschrijvingsnummer) Pleats, datum en uur van de vaststelling : Aard van de overtreding : Te betalen som : Ontvangen (*) de 19 ... De bevoegde ambtenaar, (*) Te vermelden : 1° het bedrag met opgave of het Belgische franken of vreemde deviezen betreft; of 2° indien het euro-cheque(s) betreft, het of de nummer(s) van de cheque en de bankinstel- ling(en).	
		Identiteit en woonplaats : Plaats en datum van geboorte : Voertuig : (kennmerken en inschrijvingsnummer) Pleats, datum en uur van de vaststelling : Aard van de overtreding : Te betalen som : Ontvangen (*) de 19 ... De bevoegde ambtenaar, (*) Te vermelden : 1° het bedrag met opgave of het Belgische franken of vreemde deviezen betreft; of 2° indien het euro-cheque(s) betreft, het of de nummer(s) van de cheque en de bankinstel- ling(en).	

Gezien om te worden geroegd bij Ons besluit van 12 juli 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswegé :
 De Minister van Verkeerswezen,
 J.-L. DEHAENE
 De Minister van Justitie,
 M. WATHLET
 De Minister van Begręting,
 H. SCHILTZ
 De Minister van Financiën,
 P. MAYSTADT
 L. TOBACK

De Minister van Binnenlandse Zaken en Modernisering van de Openbare Diensten,

Bijlage 2 tot het koninklijk besluit betreffende de inname en de consignatie van een som bij her vaststellen van sommige overtredingen inzake het vervoer over de weg

KONINKRIJK BELGIË		KONINKRIJK BELGIË	
Personen- en goederenvervoer over de weg Consignatie van een som Nr. (van het boekje)/Nr. (van het formulier) Stok Dienstadres van de ambtenaar:		Personen- en goederenvervoer over de weg Consignatie van een som Nr. (van het boekje)/Nr. (van het formulier) Bericht van inname Dienstadres van de ambtenaar:	
Identiteit en woonplaats: Plaats en datum van geboorte : Voertuig : (kennmerken en inschrijvingsnummer) Plaats, datum en uur van de vaststelling van de overtreding : P.V. nr. : van (datum) : Te betalen som : Ontvangen (*) de 19 ...		Identiteit en woonplaats: Plaats en datum van geboorte : Voertuig : (kennmerken en inschrijvingsnummer) Plaats, datum en uur van de vaststelling van de overtreding : P.V. nr. : van (datum) : Te betalen som : Ontvangen (*) de 19 ...	
De bevoegde ambtenaar, (*) Te vermelden : 1° het bedrag met opgave of het Belgische franken of vreemde devizeen betreft; of 2° indien het euro-cheque(s) betreft, het bedrag of de nummer(s) van de cheque en de bankinstelling(en).		De bevoegde ambtenaar, (*) Te vermelden : 1° het bedrag met opgave of het Belgische franken of vreemde devizeen betreft; of 2° indien het euro-cheque(s) betreft, het bedrag of de nummer(s) van de cheque en de bankinstelling(en).	

Gezien om te worden gevoerd bij Ons besluit van 12 juli 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningseweg :

De Minister van Verkeerswezen,

J.-L. DEHAENE

De Minister van Justitie,

M. WATHLET

De Minister van Brgroting,

H. SCHILTZ

De Minister van Financiën,

P. MAYSTADT

De Minister van Binnenlandse Zaken en Modernisering van de Openbare Diensten,
L. TOBACK